

## Le patronat dans l'inquiétude

« Les entreprises payent l'instabilité », titre **Challenges** signalant que la crise politique actuelle est une bombe à fragmentation aux multiples dommages collatéraux pour le patronat. « Personne n'a intérêt à affaiblir une économie française déjà fragile. Ménages et entreprises en feraient immédiatement les frais », a prévenu **Patrick Martin (Medef)**. Même ton alarmant du côté de la CPME : « L'adoption d'une motion de censure signifie un nouvel arrêt de l'économie qui tourne déjà au ralenti. » D'après l'OFCE, l'instabilité politique pourrait coûter 0,1 point de PIB cette année et 0,3 point en 2025. Alors que l'activité se dégrade, avec le spectre d'un retour du chômage. **Quelque 60 000 entreprises se sont déclarées en faillite cette année et 200 000 emplois sont menacés par l'avalanche de plans sociaux.** « La dissolution est la goutte d'eau qui fait déborder le vase pour beaucoup d'entreprises, observe Alexandre Montay, délégué général du Meti, qui s'interroge : **comment se projeter quand on ne connaît pas les règles du jeu ?** » Le feuilleton sans fin du vote du projet de loi de finances 2025 rend nerveux le patronat. Selon le baromètre Bpifrance Le Lab-Rexecode, deux PME sur trois ont également choisi de repousser ou d'annuler leurs projets censés accroître leurs capacités de production. (Challenges, p.22)